

20210205 Libération

https://www.liberation.fr/international/europe/en-grece-des-actions-anti-refugies-dans-le-sillage-de-frontex-20210205_ZQONW3HFTNFUFLONLXWMSAKHME/

En Grèce, des actions anti-réfugiés dans le sillage de Frontex

Article réservé aux abonnés
Méditerranée, mortelle migration dossier



Un bateau de migrants chaviré, dans la mer Egée au large de Bodrum, en Turquie, en juin 2015. (HOGP/AP)

par [Maria Malagardis](#)
publié le 5 février 2021 à 14h41

«*En pleine mer, personne ne vous entend crier*» : on pourrait aisément détourner le célèbre slogan du film de Ridley Scott, *Alien*, pour décrire ce que vivent d'autres «étrangers», non pas dans l'espace mais sur la mer. Tous candidats à l'asile renvoyés manu militari vers les côtes turques alors qu'ils essayaient de rejoindre la Grèce, et donc l'Europe. Cette pratique, totalement illégale, baptisée *«push back»*, est devenue courante sur cette frontière maritime aux confins orientaux de la forteresse européenne.

Quatre hommes cagoulés

Un seul exemple, tiré du [rapport](#) publié cette semaine par le Lesbos Legal Center (LCL), une ONG installée sur l'une de ces îles grecques face à la Turquie. Le 3 septembre, vers deux heures du matin, un rafioteur de fortune transportant 55 personnes, dont une douzaine d'enfants, arrive dans les eaux territoriales grecques. L'île de Lesbos n'est plus loin. Apparaît alors un bateau des garde-côtes grecs. Il s'approche du rafioteur, avant de s'arrêter à proximité.

A bord, les réfugiés distinguent quatre hommes masqués et cagoulés. Alors que des torches aveuglent les passagers, l'un des hommes masqués saute sur leur embarcation, dégage

violemment celui qui se tenait près du moteur et, à l'aide d'un poignard, coupe les fils du carburant avant de retirer le moteur et de le balancer à ses collègues. Puis, malgré les supplications des migrants, il retourne sur le bateau des garde-côtes qui s'éloigne, abandonnant dans l'obscurité l'embarcation désormais à la dérive et endommagée. Elle sera récupérée quelques heures plus tard, par les garde-côtes turcs. Ça se passe en Europe, en pleine nuit, et ce n'est pas le cas le plus violent.

Personne ne sait combien de *push back* ont eu lieu sur cet étroit banc de mer qui sépare l'Orient de l'Occident depuis un an. Les autorités grecques nient systématiquement ces pratiques malgré de nombreux témoignages. Or selon l'ONG, Aegean Boat Report, au moins 169 personnes auraient été illégalement renvoyées en Turquie, rien qu'en janvier.

« Violences physiques »

« Dans la majorité écrasante des cas, ces expulsions collectives donnent lieu à des violences physiques », note pour sa part le rapport de LCL qui évoque des coups, des humiliations, la confiscation fréquente d'effets personnels. A chaque fois, des enfants sont présents. Dans un cas au moins, un jeune mineur accompagné, qui aurait pu être réuni avec sa famille, s'est retrouvé à la case départ en Turquie d'où il a été renvoyé en Syrie.

Pour LCL, ces *push back* sont assimilables à « des crimes contre l'humanité ». Mais les juristes de l'ONG qui ont enclenché plusieurs procédures judiciaires ne sont pas dupes : si les autorités grecques agissent ainsi, c'est avec le consentement tacite de l'Europe qui a fourni une aide généreuse de plus de 2 milliards d'euros à la Grèce pour garder ses frontières depuis 2015. Et Frontex est soupçonné d'être le soutien actif de cette stratégie que personne n'assume officiellement.

Entre mars et octobre, les gardes-frontières de l'UE auraient été impliqués dans au moins six incidents. Le plus souvent simples témoins, [ils auraient au moins une fois participé eux-mêmes à un push-back, comme une vidéo l'a prouvé](#) sans susciter de remise en cause. En mars pourtant, un navire danois, qui venait de repêcher 33 réfugiés en détresse au large de l'île de Kos, a refusé de les « remettre à l'eau » comme le lui ordonnait le commandement de l'opération Poséidon, qui gère le déploiement de Frontex sur cette frontière maritime.

En assumant leur désobéissance aux ordres, le lieutenant commandant Jan Niegsch, en charge du navire, et son chef à terre, Jan Moller, ont peut-être sauvé l'honneur d'un continent dans cette guerre secrète qui viole le droit d'asile.